

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte Saint-Martin)

SPARTACUS
CAHIERS MENSUELS
Directeur : René LÉFÈVRE
Fondateur : St-Croix de la
Bretonnerie, Paris (17)

Le mystère
s'éclaircit

Au moins pour le
FIGARO et le **TEMPS**
on ne parlera plus de
fonds "secrets" !

Le 19 juillet restera un exemple impérissable pour les travailleurs du monde entier

Au milieu de l'apparat militaire avec lequel notre bourgeoisie fête de cent cinquantième anniversaire de la prise de la Bastille, cette victoire des ouvriers des faubourgs Saint-Marceau et Saint-Antoine qu'elle leur a escroquée, bien peu de travailleurs ont pensé à cette autre grande victoire, bien plus proche de nous pourtant, que représente le 19 juillet 1936.

Cette date est à jamais inoubliable. La défaite actuelle peut en estomper l'éclat, mais elle rejaira demain. Elle représente la plus grande révolte populaire de tous les temps. À travers toute l'Espagne, des ouvriers, des paysans, armés avec des moyens de fortune, se sont dressés pour barrer la route au fascisme. Pour leur liberté et pour la liberté du prolétariat international, ils se sont battus comme des lions. Pour la première fois dans l'histoire, un peuple presque sans armes a vaincu l'armée de métier.

Cette victoire a retenti dans toutes les parties du monde. Pendant quinze années, la classe ouvrière n'avait connu que des défaites. En Italie, en Bulgarie, en Allemagne, en Autriche, le fascisme s'était installé au pouvoir sans rencontrer aucune résistance. Les trahisons des chefs social-démocrates et bolcheviks lui avaient ouvert le chemin. Il n'en fut pas de même en Espagne. Sous la conduite des militants de la C.N.T. et surtout de nos camarades de la F.A.I., les prolétaires ibériques lui opposèrent une résistance victorieuse.

Le coup de force de Franco ne fut pas une surprise. Toute personne un peu avertie des questions sociales l'attendait. Le Front Populaire, par crainte du danger révolutionnaire,

laissait faire, totalement impuissant. Mais quand les troupes du général Goded prirent position aux endroits stratégiques de Barcelone, pour s'emparer de la ville, les rues se hérissèrent de barricades. Elles semblaient sortir de terre. Hommes, femmes, enfants, tous œuvraient à leur construction. Après deux jours de combats héroïques, les ouvriers restèrent maîtres de la situation. Il en était de même à Madrid. Après la prise de la caserne de la Montaña, les militaires vaincus posaient les armes. Les mineurs des Asturies triomphaient dans toute la région.

Les marins, suivant la tradition révolutionnaire de toutes les flottes du monde, se révoltèrent contre leurs officiers et les jetèrent par-dessus bord. À Valence, à Malaga, dans presque toute l'Espagne, le fascisme reculait.

Pourtant, malgré leur héroïsme, les ouvriers n'avaient pu triompher à Séville, Grenade, Burgos, Saragosse et cependant l'issue de la victoire antifasciste semblait ne faire aucun doute. Hâtivement formée, une première colonne, sous la direction de notre camarade Durutti, se portait au secours des travailleurs qui se battaient dans les rues de Saragosse. Ce fut une magnifique marche à travers les campagnes de la Catalogne et de l'Aragon. Partout, les paysans les accueillirent avec enthousiasme,

brûlaient sur les places publiques les titres de propriété et les hypothèques, s'emparaient de la terre. D'autres colonnes devaient suivre, mais dépourvues de tout engin de guerre, elles ne purent atteindre la capitale de l'Aragon.

De leur côté, les travailleurs de Madrid organisaient leurs milices, barraient la route aux troupes du général Mola dans les montagnes de Guadarrama au col de Somosierra. L'enthousiasme révolutionnaire gagnait toute l'Espagne antifasciste. La C.N.T. et surtout la F.A.I. étaient les grands artisans de cette victoire. Leur prestige grandissait d'heure en heure. Toutes les rues se pavoyaient de drapeaux rouge et noir. Le cri de « Viva la F.A.I., viva la C.N.T. » montait à travers toute l'Espagne et avait son écho dans le monde entier.

Au milieu de ce mouvement insurrectionnel, un monde nouveau naissait. Une vie économique nouvelle s'élaborait sous le contrôle des organisations syndicales ; les paysans collectivisaient les terres et les ouvriers les usines et les moyens d'échange. Pour la première fois, le communisme LIBERTAIRE entraînait en application. Dès les premiers jours, les résultats étaient concluants.

Alors, le vieux monde capitaliste prit peur. Il comprit que s'il ne se portait pas au secours de la camarilla militaire, la révolution allait triompher, qu'elle ne tarderait pas à franchir les Pyrénées et à gagner toute l'Europe.

Les Etats totalitaires envoyèrent à Franco des armes et des « volontaires ». Les Etats démocratiques inventèrent la non-intervention. Les partis dits ouvriers, socialiste et communiste, détournèrent l'action du prolétariat international d'une aide efficace. La Russie intervint, pour poignarder dans le dos cette admirable révolution. Jamais dans l'histoire un mouvement populaire n'avait soulevé autant d'enthousiasme.

Voir en page 3 :

LA POLITIQUE
naïveté des électeurs
fourberie des élus

par Sébastien Faure

EN SOMMES-NOUS à l'amnistie de "bon plaisir" ?

Pour une fois que les députés parlent clair, que le gouvernement s'incline

C'est pour le coup qu'on peut se poser la question : « A quoi servent-ils, nos députés ? » Nous savions déjà pour notre part qu'ils étaient impuissants à faire le salut du prolétariat. Voici maintenant que leurs votes et le résultat de leurs délibérations sont rayés d'un trait de plume par le postulant « empereur ».

Pour illustrer cette thèse, voici un extrait du Journal officiel reproduisant une partie du débat sur l'amnistie, séance du 8 juin, relativement aux fameuses lois scélérates dont nous sommes victimes.

M. le président. La parole est M. Plard, pour répondre à la commission.

M. René Plard. Je voudrais présenter une brève observation sur l'article 1^{er}.

Le paragraphe 2^e de l'article 1^{er} indique que l'amnistie sera accordée : « ... à tous les délits et contraventions prévus par la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, à l'exception des infractions réprimées par les articles 12, 13 et 28 ; à toutes les infractions à la loi du 28 juillet 1894... »

Les infractions à la loi du 28 juillet 1894 ne sont donc pas exclues ?

M. le président de la commission. Non, car il y a un point et virgule avant cette dernière phrase.

M. René Plard. J'ai donc satisfaction : le projet comporte bien l'amnistie pour les infractions à la loi du 28 juillet 1894.

M. le président de la commission. CE N'EST PAS DOUTEUX.

M. René Plard. Je me réjouis de cette précision, car nous avons souvent vu les infractions à la loi de 1894, dite « loi scélérate », exclues du bénéfice des lois d'amnistie.

M. le président de la commission. C'étaient de mauvaises habitudes. (Sourires.)

On ne peut être plus clair.

Le texte ayant été adopté par l'Assemblée, il se trouve donc que, par le vote de la Chambre, les condamnations pour provocation de militaires à la désobéissance sont amnistées.

Or, lundi dernier, nos camarades Frémont, Schek et Ander, ainsi que le camarade Morel de Révolution, comparaissaient devant la 12^e chambre correctionnelle. Ils étaient poursuivis sous l'inculpation de provocation de militaires à la désobéissance, pour le tract édité en septembre par l'Union anarchiste.

Ils s'attendaient à voir prononcer la peine des poursuites, celles-ci devenant sans objet du fait du projet d'amnistie adopté par la Chambre. Or à la surprise générale, le substitut prétendit continuer l'action judiciaire, la provocation de militaires à la désobéissance n'étant pas incluse dans le décret-loi d'amnistie.

dans les masses, mais aussi autant de haine chez les dirigeants, qui constituèrent une sorte de coalition ignoble, qui devait finir par triompher.

L'Espagne ouvrière, après trente-deux mois de souffrance, de combats héroïques, fut écrasée. Par milliers ses meilleurs défenseurs furent fauchés par la mort. Nos camarades Ascaso, Durutti tombèrent dans les premiers ; Ascaso, au 19 juillet, dans les rues de Barcelone, Durutti en novembre, devant Madrid sauvé par l'arrivée des brigades catalanes. Eux que leurs adversaires appelaient les « chefs anarchistes » prouvaient au monde que les « généraux » anarchistes ne meurent pas dans leur lit.

Chaque jour dans les geôles de Franco, de nombreux militants libertaires sont assassinés. L'Espagne, vaincue par les armes, reste le plus grand symbole révolutionnaire pour le prolétariat mondial. Sa lutte héroïque éclairera toute l'action future des travailleurs.

Au milieu de difficultés considérables, en assurant la vie économique du pays, les ouvriers ibériques ont démontré la capacité politique et sociale du prolétariat. Les réalisations des collectivités de l'Aragon, de la Catalogne, du Levant et du Centre, comparées aux méthodes bolcheviques ont démontré que la conception du socialisme ne se séparait pas du sentiment de justice et de liberté.

Par eux le socialisme libertaire, le communisme anarchiste, a vu le jour ; par leur exemple, il deviendra l'idéologie du prolétariat international.



TRÊVE ? Ou veillée d'armes ?

Une sorte de trêve règne actuellement dans les relations internationales. Faut-il l'interpréter comme un indice d'apaisement durable ou comme une hésitation au seuil de l'aventure ? C'est la question que chacun se pose sans pouvoir y apporter aucune réponse satisfaisante.

Ne nous laissons pas toutefois impressionner par certains indices dont l'interprétation doit être nuancée. C'est un fait, par exemple, que la militarisation de Dantzig se poursuit, que des hommes de la Reichswehr ont été enrôlés dans les formations de police de la Ville Libre et qu'un afflux important de militants originaires de Prusse Orientale est venu renforcer les sections nationales-socialistes.

Mais cela signifie-t-il qu'Hitler ait l'intention de brusquer les choses ? Nous ne le croyons pas. Simple bluff, sans doute, et dont la portée est limitée, car il importe peu pour le destin de Dantzig que cette ville soit ou non en état de se défendre. C'est ailleurs que son sort se règlera. Mais une telle manifestation, outre sa valeur de propagande interne, peut signifier à Londres et à Paris que le Reich maintient sa revendication et qu'il a hâte de la voir aboutir.

Nous en dirons autant du voyage en Pologne du général anglais Ironside. Des conversations d'Etats-Majors, impliquant, comme on a soin de nous le dire, l'approbation du gouvernement français, ne signifient pas nécessairement que dorénavant la parole est aux seuls canons. Mais elles sont une indication précise sur la volonté de l'Angleterre d'aider la Pologne, conformément aux déclarations des ministres britanniques.

De telles manœuvres ne sont pas incompatibles avec l'arrière-pensée qu'il sera toujours temps de reculer. Sans doute l'Allemagne — nous avons dit pourquoi — ne peut-elle pas abandonner Dantzig, ni même recourir à une négociation qui, d'une façon ou d'une autre, ne lui rendrait pas une pleine souveraineté sur la ville. Hitler peut rompre devant la menace de l'épée, il ne peut, sans perdre la face, désertir le combat. L'impérialisme allemand exige le retour de la Ville Libre parce que ce retour lui ouvrira de nouvelles perspectives en Europe Orientale par la vassalisation de la Pologne dont l'économie agricole apportera au Reich un appoint inestimable. Pour l'Allemagne, la prise de Dantzig et le contrôle de la Vistule peuvent être différés d'un mois ou d'une année ; mais ils ne sauraient être indéfiniment ajournés.

La position de l'Angleterre est toute différente. La question de Dantzig n'est pas vitale pour elle. Si l'expansion allemande constitue un danger qui pourrait bien recréer une situation analogue à celle de 1914, elle ne présente pas, pour le moment, un péril immédiat et majeur. L'Angleterre peut encore lui abandonner Dantzig et même la Pologne sans trop hypothéquer l'avenir. Voilà pourquoi les staliens n'ont pas tort de soupçonner Londres de méditer sur l'éventualité d'un lâchage de la Pologne, accusée au sacrifice ou à une résistance désespérée. Et ils n'ont pas tort non plus de soupçonner le gouvernement français de suivre l'exemple anglais. S'indigne qui voudra...

Tout est suspendu, en dernière analyse, au résultat des négociations. Celle de Moscou se poursuit dans le silence. Les partenaires continuent à se tâter. L'An-

Pourris par la tête

Le scandale qui vient d'éclater sur les révélations faites au sujet de l'arrosage d'un grand nombre de journalistes « français » par l'argent de « l'ennemi héréditaire » prendra-t-il vraiment les proportions attendues ? On peut en douter devant les mesures prises par le gouvernement qui, ayant déclenché l'affaire, tente d'ores et déjà de la minimiser sinon de l'étouffer.

Défense, intime Daladier, de dire que certains professionnels du patriotisme sont des vendus. Laissez aux juges militaires le soin de faire la lumière.

Hum ! depuis l'affaire Dreyfus et Esterhazy, on a le droit d'être sceptique... On vit à cette époque l'état-major couvrir sciemment un agent avéré de l'Allemagne.

Cela remonte à plus de quarante ans. Il y avait, déjà, des agents de l'étranger dans la presse « nationale ». Il y en avait même bien avant, car la pourriture de la presse française est fort ancienne et peut se revendiquer, depuis Panama, l'affaire Arton, jusqu'à Stavisky, en passant par Raffalovitch, de titres de basseesse vénérables. Constatons que, une fois de plus, la corruption s'est installée dans les sphères dirigeantes les plus hautes. « C'est par la tête que se pourrit le poisson ».

Evidemment elle n'est pas unilatérale cette bassesse. De même que Clemenceau autrefois fut accusé — Aoh ! yes — d'être un agent anglais, de même aujourd'hui la propagande hitléro-fasciste s'oppose, on peut en être sûr, la contre-propagande stalinienne et avec les mêmes moyens. Comme ça, à droite et à gauche, tout le monde est servi ; tout le monde touche.

Tout le monde touche, façon de parler, bien entendu. Car il y a bien encore quelques rares coyons — dont nous nous flattons d'être — qui, le croirait-on, font leur propagande uniquement pour l'amour de la vérité et le plaisir amer de la répandre.

Nous ne sommes pas, nous, des professionnels du patriotisme — au contraire ; nous n'exaltons pas les vertus nationales ; nous ne béons pas d'admiration devant le Sabre.

Nous disons que les travailleurs doivent se dresser contre la guerre en préparation ; nous dénonçons le patriotisme et le militarisme ; nous préconisons l'entente des prolétaires de tous pays. Nous sommes des internationalistes et cela nous suffit.

Mais à l'inverse de ces messieurs du

ARCHIVES SPARTACUS
Rue LÉFÈVRE 68

gleterre voudrait un appui russe qui jouât selon ses desseins et dans les limites qu'elle aura préalablement fixées. L'U.R.S.S., c'est-à-dire Staline, n'entend point être utilisée à des fins étrangères. Elle réclame des garanties, la réciprocité, c'est-à-dire qu'elle choisit exactement la même position que la Grande-Bretagne. On ne saurait lui en vouloir. Tout cela n'est que le jeu très habituel, très normal des diplomates. Du résultat dépend l'attitude de Londres et de Berlin. Aussi longtemps que M. William Strang sera mis en échec, le gouvernement anglais peut user de la menace d'un abandon de la Pologne et il peut même envisager sérieusement celui-ci. Quant à Hitler, nous avons dit pourquoi la conclusion d'un pacte anglo-franco-russe ne pouvait provoquer que sa volonté de faire la guerre, coûte que coûte.

La seconde négociation se déroule à Tokio. Apparemment, il s'agit du règlement de l'affaire de Tien-Tsin. En fait, la question posée est beaucoup plus grave. Le Japon veut savoir si Londres persiste dans sa volonté de soutenir, d'accord avec l'U.R.S.S., le Kuo-Min-Tang. Peut-on découvrir une possibilité d'accorder le respect des droits anglais et les exigences de l'impérialisme nippon ? Autre façon de poser le problème. Aussi longtemps qu'une réponse ne lui sera pas donnée, le gouvernement anglais ne pourra que demeurer dans l'expectative en Europe. Car il ne conçoit pas qu'il puisse mener la lutte sur deux fronts ni abandonner sans coup férir les possessions britanniques d'Extrême-Orient.

Tels sont les motifs de la trêve qui nous est accordée. On ne trouvera sans doute pas qu'ils soient de nature à rassurer les amis de la paix.

LASHORTES.

Sur la mort de Mariano Vasquez...

Les stalinien préparant-ils une manœuvre ?

Après plus de trois semaines de silence, l'Humanité s'est soudainement avisée que Mariano Vasquez était mort. En effet, c'est seulement le 12 juillet, Mariano étant mort le 13 juin, que la signature d'André Marty parut dans le journal du Kremlin un article biographique sur notre malheureux camarade. Malgré les informations de la presse, malgré les odieuses insinuations de l'Action Française — auxquelles notre journal répondit comme il convenait dès le 29 juin — malgré les agents de la Guépéou et du S. I. M. fallait-il croire que l'Humanité avait eu besoin de trois semaines pour apprendre la mort de Mariano et la commenter ? Il est bien évident que personne ne fera cette supposition absurde. La vérité c'est que les dirigeants stalinien voulaient concerter d'abord leur attitude et prendre avis en haut lieu sur l'interprétation à donner à ce tragique événement qui frappe si fortement l'émigration antifasciste espagnole.

L'article de Marty nous a maintenant renseignés sur la tactique adoptée par les chefs communistes, pour se servir de la mémoire de notre camarade à leurs fins politiques. Ils savent que l'indignation régnait dans les camps sur la lâche attitude prise par les agents de la Guépéou et du S. I. M. fallait-il croire que l'Humanité avait eu besoin de trois semaines pour apprendre la mort de Mariano et la commenter ? Il est bien évident que personne ne fera cette supposition absurde. La vérité c'est que les dirigeants stalinien voulaient concerter d'abord leur attitude et prendre avis en haut lieu sur l'interprétation à donner à ce tragique événement qui frappe si fortement l'émigration antifasciste espagnole.

L'article de Marty nous a maintenant renseignés sur la tactique adoptée par les chefs communistes, pour se servir de la mémoire de notre camarade à leurs fins politiques. Ils savent que l'indignation régnait dans les camps sur la lâche attitude prise par les agents de la Guépéou et du S. I. M. fallait-il croire que l'Humanité avait eu besoin de trois semaines pour apprendre la mort de Mariano et la commenter ? Il est bien évident que personne ne fera cette supposition absurde. La vérité c'est que les dirigeants stalinien voulaient concerter d'abord leur attitude et prendre avis en haut lieu sur l'interprétation à donner à ce tragique événement qui frappe si fortement l'émigration antifasciste espagnole.

L'attitude de la C. N. T. — dont Vasquez était le secrétaire général — pendant les deux ans et demi de la guerre civile est maintenant du domaine de l'histoire. Il appartient d'abord à nos camarades espagnols de la juger et d'en tirer les conséquences. Ils pèseront eux-mêmes le degré de justesse des positions prises par les responsables des organisations libertaires. Mais ce dont nous sommes certains c'est que la mémoire de notre camarade restera toujours indenne des éloges insultants dont Marty voudrait l'accabler en l'opposant aux militants anarchistes qui pouvaient diverger d'opinion avec le secrétaire de la C. N. T. sur la position prise par nos organisations.

Marty, à l'appui de sa « thèse », invoque les événements de mai 1937 et le rôle joué par les responsables de la C. N. T. et de la P. O. U. M. et des provocateurs étrangers. Marty a bien tort de rappeler ces tristes faits. Il oublie par exemple qu'en pleine guerre et pendant l'époque la plus tragique le procès du P. O. U. M. a eu lieu et que l'accusation a été hors d'état d'articuler le moindre grief précis contre les inculpés. Oh ! ce n'est pas évidemment qu'il n'y ait pas eu des provocateurs dans l'affaire de mai 1937 ; mais ils sont précisément dans les rangs de Marty et sûrement que l'ex-officier mécanicien les connaît mieux que nous... A ce sujet il devrait bien nous donner quelques éclaircissements sur les révélations de Krivitsky dont la presse de tous les pays a parlé, sauf la presse communiste et assimilée...

De même qu'il pourrait peut-être nous révéler les noms des assassins de Berneri, de Barbieri, de Martinez et de tant d'autres...

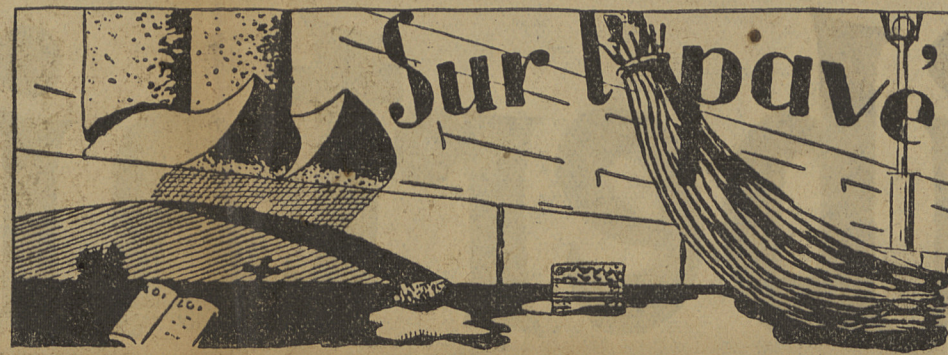
Quant aux événements du 6 mars, nous aimerions bien que Marty nous dise où, quand et comment Vasquez dénonça comme « ennemis de l'Espagne ouvrière » ceux qui brisaient l'unité ouvrière. L'unité ou-

LES "AMIS DE PILLER"

Souscription reçue en juin. — Chambelland, 50 ; Baral (Antony), 20 ; Deveaux (Paris), 10 ; Manier, 10 ; Flindori, 50 ; Gabriel Gobron, 10 ; Chambelland, 10 ; Charleval, 10 ; Houpeau, 10 ; C. Frassen, 15 ; Louis Gélis, 50 ; Périgot, 10 ; Meyer, 10 ; Guy Jerram, 20 ; Ladrappier, 10 ; Duchêne (Kremlin-Bicêtre), 10 ; Anonyme, 30 ; Louis Deveaux (Les Grégoires), 10 ; J. Le Hénaff (Paris), 50 ; A. Rosmer, 50 ; Jean Neveux, 25 ; Permanence 48 (versé par Légion), 10 ; Mme Lule (Gérons), 10 ; Jean Cornet (Boulogne), 25 ; Holvoet (Cluses), 10 ; Deloel, 10 ; Raymond Croze, 30 ; Daniel Marinier, 20 ; Codonnette, 20 ; Jean Biso, 20 ; René Biso, 20 ; Musée du Soir, 32 ; Henry Poulaillie, 10 ; Varelle (Sète), 50 ; Joseph Carquet, 10 ; Sébastien Soler, 20 ; Balderelli, 30 ; Détré, 10. — Total au 30 juin : 812 francs. — Merci à tous.

Les numéros gagnants de la Tombola

629	746	807	1249	1385
1562	1604	1625	2219	2329
2545	3667	4554	4993	
5450	5488	6221	6454	6946
6730	7003	7315	7390	7560
7868	7991	8110	8234	8537
8858				
9080	9331	9490	10415	10511
10589	10756	11938	12008	12253
12490	12626	12996	13262	13321
14054	14060	14386	14649	15123
15153	15327	15480	15764	15944
16027				
17022	17364	17370	17484	17780
17783	18385	18772	18779	19091
19248	19518	20107	20458	20866
21339	21754	22267	22413	22877
22908	23057	24268	24962	25115
25173	25270	25950	26155	26204
26254	26365	26522		
27633	28001	28298	28725	29184
29543	30041	30126	30215	30297
30388				



UN « PETIT » PAYSAN DE « CHEU NOUS ».



M. Jules Petit-Sicet est ce « petit » paysan de France qui répondit le 14 juillet au discours du Président de la République. Comme tel, Paris-Soir n'a pas manqué de l'interviewer.

Grâce à cela, nous apprenons que, au prix d'un « long labeur », M. Petit-Sicet, marié en 1913, « réussit à réunir autour de sa ferme des vignobles, des champs, des jardins. De longs efforts lui permirent encore de creuser dans la roche tendre du coteau surplombant sa propriété, de vastes caves qui abritent aujourd'hui des cuvées de grand cru. Ces caves sont remarquables, car tout s'y fait électriquement ».

Plus loin, nous apprenons que ce « petit » cultivateur a une ferme modèle avec douche, chauffage central, etc...

Si l'on tient compte que M. Petit-Sicet, au dire de « Paris-Soir », a fait toute la guerre de 14, il n'a pas mis tellement de temps, depuis 1913, à réaliser cette fortune.

En tout cas, comme « petit » paysan de France, il ne fait pas trop mal !

LA PERNOCRATIE



Un fétiche nouveau : Arthur, souriant et joyeux... monté en épingle ou en breloque.

L'annonce est dans la presse du circuit Havas.

Après le pépin de Cham berlain, chacun va bientôt porter « Arthur ». A commencer par Daladier, un des meilleurs clients et soutien de la maison Pernod.

On ne serait pas étonné de voir prochainement des affiches tricolores ainsi conçues : « C'est un crime pour tout Français de ne pas boire un Pernod. » Il en serait de même pour la firme d'en face, de ce bon M. Ricard, qui se prend pour un héros ou un sauveur de la race avec son pastis marseillais.

Ces marchands de mort lente savent bien le goût du jour. Ils usent de Marianne et de la « douce France » pour vanter leur alcool.

Leur alcool que l'Etat n'interdira jamais, car il lui rapporte tellement ! Des millions de francs. Et des abrutis. C'est-à-dire de bons citoyens. Et des ivrognes, experts en fabrication de familles nombreuses.

Alors ! Et un « Pernod » pour Arthur ! C'est une nécessité nationale.

UN CARNAVAL A SUCCES



« Quelle foule immense ! Quel défilé ! Quel enthousiasme ! »

C'est ainsi que toute la presse « au cœur de l'ançais » a parlé de la mascarade militaire du 14 juillet à Paris.

« Jamais Paris, écrit l'Eucre, n'avait été le théâtre d'un spectacle aussi impressionnant dans sa magnificence. »

Pas moins ! Et le rédacteur de regretter que, faute de place, « des centaines de milliers de braves gens n'aient pu admirer notre armée. »

Oui, faute de place. Car on se battait pour voir ce défilé de pantalons et de machines à tuer.

Car on se perchait partout, sur des caisses, des carioles et sur des échelles louées jusqu'à 100 francs.

On serait curieux de savoir si ces braves gens seraient aussi avides de « voir » le jour du casse pipe.

En attendant, leur empressement peut témoigner d'une magnifique imbecillité qui tous jours fait la force principale des armées.

PARADE DE GLADIATEURS



Troisième empire : l'époque de la décadence et des jeux de cirque. Pour calmer la plebe : Panem et circenses. Si le pain manque pour certains, que du moins, tous puissent jouir de la rutilance des armes, des galons et des uniformes de ceux que, pour un jour, on gavera d'une pittance de choix.

César et sa cour siègent à la tribune officielle. Il y a le dictateur, les rhéteurs, les ministres, l'empereur impuissant, les affranchis, les chefs barbares, les généraux amis, les tribuns, les consuls et les proconsuls. Les vestales manquent, mais la foule se presse aux barrières. Et pendant des heures, dans le cirque, les gladiateurs défilent, ils sont de toutes races, de toutes couleurs, de toutes spécialités : armées des peuples alliés, tribus soumises, mercenaires étrangers de la légion et la masse des esclaves, fils des citoyens.

Applaudissez, plébéiens et patriciens ; acclamez la grandeur de l'Empire, saluez ceux qui ont appris à tuer et à mourir pour des maîtres. C'est jour de liesse ; cette parade de serfs célèbre le cent cinquantième anniversaire de la libération d'un peuple.

Tête... droite !... Ave Cesar, morituri te salutant !...

POUR QUE LA RACE SE PERPETUE



Le bon peuple jouit de la beauté de ses engins de meurtre ; chaque contingent qui passe accentue son délire ; les fronts se découvrent et s'inclinent devant les fanions bigarrés ; à tâtons, des garde-

à-vous s'esquissent, des sonneries militaires montent aux lèvres. Au milieu de cette foule qui communique dans un enthousiasme de brutes, de charmantes quêtes (elles sont toujours charmantes) raccrochent. Mettez la main à la poche, c'est pour le « Bleu de France ». Pour que dans vingt ans les cohortes défilent encore, il faut en perpétuer la race. Il est surtout intéressant d'aider à se reproduire une espèce en quelque sorte sélectionnée ; c'est celle des orphelins de guerre. Et surtout ceux qui le sont de père en fils, par tradition. Ceux dont les pères sont morts à la dernière sont d'âge à proliférer, mais ils sont aussi d'âge à faire de beaux cadavres sur les prochains champs de bataille. Ce serait dommage qu'ils meurent avant d'avoir engendré les rejetons qui seront les futurs orphelins de guerre, les futurs pupilles de la nation. Le « Bleu de France » y remédiera : grâce aux gros sous ramassés de droite et de gauche, en ce vibrant 14 juillet, il pourra accoupler et doter les enfants des tués de la « dernière ».

Par le miroitement de primes à la natalité, il les engagera à procréer à tour de bras. Soyez généreux pour que les troupes de 1960 soient fils et petits-fils de morts au « champ d'honneur ». Ainsi la race des orphelins de guerre survivra à toutes les tourmentes.

L'ANGE DU SUICIDE



Il serait vraiment dommage, par exemple, que les bénéficiaires du « Bleu » ne laissent pas leurs os dans quelque Douaumont, et avec eux beaucoup d'autres. Heureusement, un bon ange veille sur qu'elle se prépare un suicide en beauté. On aura tout ce qu'il faut : des armes gentilles et propres. L'ange gardien a su rendre conscientes les aspirations secrètes du peuple « le plus spirituel de la terre ».

Toujours par la grâce, les ouvriers français et belges d'Halluin donnent une demi-journée de bécot pour la défense nationale. Grâce à de généreux donateurs, la Caisse autonome permet à l'escadron d'avions « France » de voir le jour ; et ce n'est qu'un début. Quant à ceux qui veulent tout de même avoir un petit bénéfice dans la combinaison, ils ne sont pas oubliés : les bons d'armement sont là avec un

la France pour qu'elle se prépare un suicide en beauté. On aura tout ce qu'il faut : des armes gentilles et propres. L'ange gardien a su rendre conscientes les aspirations secrètes du peuple « le plus spirituel de la terre ».

Toujours par la grâce, les ouvriers français et belges d'Halluin donnent une demi-journée de bécot pour la défense nationale. Grâce à de généreux donateurs, la Caisse autonome permet à l'escadron d'avions « France » de voir le jour ; et ce n'est qu'un début. Quant à ceux qui veulent tout de même avoir un petit bénéfice dans la combinaison, ils ne sont pas oubliés : les bons d'armement sont là avec un

la France pour qu'elle se prépare un suicide en beauté. On aura tout ce qu'il faut : des armes gentilles et propres. L'ange gardien a su rendre conscientes les aspirations secrètes du peuple « le plus spirituel de la terre ».

Toujours par la grâce, les ouvriers français et belges d'Halluin donnent une demi-journée de bécot pour la défense nationale. Grâce à de généreux donateurs, la Caisse autonome permet à l'escadron d'avions « France » de voir le jour ; et ce n'est qu'un début. Quant à ceux qui veulent tout de même avoir un petit bénéfice dans la combinaison, ils ne sont pas oubliés : les bons d'armement sont là avec un

la France pour qu'elle se prépare un suicide en beauté. On aura tout ce qu'il faut : des armes gentilles et propres. L'ange gardien a su rendre conscientes les aspirations secrètes du peuple « le plus spirituel de la terre ».

Toujours par la grâce, les ouvriers français et belges d'Halluin donnent une demi-journée de bécot pour la défense nationale. Grâce à de généreux donateurs, la Caisse autonome permet à l'escadron d'avions « France » de voir le jour ; et ce n'est qu'un début. Quant à ceux qui veulent tout de même avoir un petit bénéfice dans la combinaison, ils ne sont pas oubliés : les bons d'armement sont là avec un

la France pour qu'elle se prépare un suicide en beauté. On aura tout ce qu'il faut : des armes gentilles et propres. L'ange gardien a su rendre conscientes les aspirations secrètes du peuple « le plus spirituel de la terre ».

Toujours par la grâce, les ouvriers français et belges d'Halluin donnent une demi-journée de bécot pour la défense nationale. Grâce à de généreux donateurs, la Caisse autonome permet à l'escadron d'avions « France » de voir le jour ; et ce n'est qu'un début. Quant à ceux qui veulent tout de même avoir un petit bénéfice dans la combinaison, ils ne sont pas oubliés : les bons d'armement sont là avec un

la France pour qu'elle se prépare un suicide en beauté. On aura tout ce qu'il faut : des armes gentilles et propres. L'ange gardien a su rendre conscientes les aspirations secrètes du peuple « le plus spirituel de la terre ».

Toujours par la grâce, les ouvriers français et belges d'Halluin donnent une demi-journée de bécot pour la défense nationale. Grâce à de généreux donateurs, la Caisse autonome permet à l'escadron d'avions « France » de voir le jour ; et ce n'est qu'un début. Quant à ceux qui veulent tout de même avoir un petit bénéfice dans la combinaison, ils ne sont pas oubliés : les bons d'armement sont là avec un

la France pour qu'elle se prépare un suicide en beauté. On aura tout ce qu'il faut : des armes gentilles et propres. L'ange gardien a su rendre conscientes les aspirations secrètes du peuple « le plus spirituel de la terre ».

Toujours par la grâce, les ouvriers français et belges d'Halluin donnent une demi-journée de bécot pour la défense nationale. Grâce à de généreux donateurs, la Caisse autonome permet à l'escadron d'avions « France » de voir le jour ; et ce n'est qu'un début. Quant à ceux qui veulent tout de même avoir un petit bénéfice dans la combinaison, ils ne sont pas oubliés : les bons d'armement sont là avec un

la France pour qu'elle se prépare un suicide en beauté. On aura tout ce qu'il faut : des armes gentilles et propres. L'ange gardien a su rendre conscientes les aspirations secrètes du peuple « le plus spirituel de la terre ».

Toujours par la grâce, les ouvriers français et belges d'Halluin donnent une demi-journée de bécot pour la défense nationale. Grâce à de généreux donateurs, la Caisse autonome permet à l'escadron d'avions « France » de voir le jour ; et ce n'est qu'un début. Quant à ceux qui veulent tout de même avoir un petit bénéfice dans la combinaison, ils ne sont pas oubliés : les bons d'armement sont là avec un

la France pour qu'elle se prépare un suicide en beauté. On aura tout ce qu'il faut : des armes gentilles et propres. L'ange gardien a su rendre conscientes les aspirations secrètes du peuple « le plus spirituel de la terre ».

Toujours par la grâce, les ouvriers français et belges d'Halluin donnent une demi-journée de bécot pour la défense nationale. Grâce à de généreux donateurs, la Caisse autonome permet à l'escadron d'avions « France » de voir le jour ; et ce n'est qu'un début. Quant à ceux qui veulent tout de même avoir un petit bénéfice dans la combinaison, ils ne sont pas oubliés : les bons d'armement sont là avec un

la France pour qu'elle se prépare un suicide en beauté. On aura tout ce qu'il faut : des armes gentilles et propres. L'ange gardien a su rendre conscientes les aspirations secrètes du peuple « le plus spirituel de la terre ».

Toujours par la grâce, les ouvriers français et belges d'Halluin donnent une demi-journée de bécot pour la défense nationale. Grâce à de généreux donateurs, la Caisse autonome permet à l'escadron d'avions « France » de voir le jour ; et ce n'est qu'un début. Quant à ceux qui veulent tout de même avoir un petit bénéfice dans la combinaison, ils ne sont pas oubliés : les bons d'armement sont là avec un

la France pour qu'elle se prépare un suicide en beauté. On aura tout ce qu'il faut : des armes gentilles et propres. L'ange gardien a su rendre conscientes les aspirations secrètes du peuple « le plus spirituel de la terre ».

Toujours par la grâce, les ouvriers français et belges d'Halluin donnent une demi-journée de bécot pour la défense nationale. Grâce à de généreux donateurs, la Caisse autonome permet à l'escadron d'avions « France » de voir le jour ; et ce n'est qu'un début. Quant à ceux qui veulent tout de même avoir un petit bénéfice dans la combinaison, ils ne sont pas oubliés : les bons d'armement sont là avec un

la France pour qu'elle se prépare un suicide en beauté. On aura tout ce qu'il faut : des armes gentilles et propres. L'ange gardien a su rendre conscientes les aspirations secrètes du peuple « le plus spirituel de la terre ».

gentil petit intérêt, tout un tas de commodités et de belles images-reclame.

Et si cela ne suffit pas, on peut ajouter les flatteries et les témoignages de satisfaction que prodiguent à la France ses grands alliés, ses généraux, ses ministres et sa presse indépendante. Si un jour tout cela nous retombe sur la gueule, nous ne l'aurons pas voulu. C'est la faute au voisin, c'est lui, le méchant, qui nous a fait peur. Quand même, quelle déception si, après tout avoir aussi bien préparé, on ne réussissait pas à en crever !

SILENCE AUX GENERAUX



Quelle audace ! Un décret interdit aux militaires de notre vaillante armée, de deuxième classe au général, de faire suivre leur signature de leur grade ou de leur titre, lorsqu'ils tiennent à s'extérioriser dans la presse. M. Jean Martet, dans le Journal, en pique une crise. Ainsi, c'est alors qu'on doit choyer plus que jamais nos brillants officiers qui ont leur coupe le sifflet, alors que tout le monde pleure après la compéte documentation que fournit le port du galon, on leur refuse d'ajouter une bande de garantie à leurs articles ! Pauvre France, où va-tu ? M. Jean Martet s'énervait et fulmine. Pour nous, c'est moins grave, car, au fond, nous n'avons jamais pensé que les officiers avaient le droit d'écrire, puisque nous leur refusons le droit d'exister.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

Mais où nous sommes d'accord avec M. Martet, c'est lorsqu'il vilipende ces instituteurs qui, payés par l'Etat, le démolissent en écrivant des papiers pacifistes dans leurs organes syndicaux. D'abord, pourquoi ont-ils le droit de se syndiquer, les instituteurs ? Et même pourquoi ne prend-on pas les sergents rengagés pour faire la classe ? L'instruction, ça les connaît... Et pas de danger qu'ils écrivent, eux.

M

LA BOITE
AUX BOUQUINS

MEURTRES

par Charles PLISNIER

Les gastronomes de chez Drouant se trouvent d'accord, en 1937, pour couronner enfin une œuvre littéraire. C'est ainsi qu'avec *Faux Passports*, M. Charles Plisnier obtint le prix Goncourt. L'année précédente, le jeune romancier belge avait publié un très beau livre, *Mariages*, dans lequel il étudiait les mœurs de la bourgeoisie montante, de cette classe bâtarde qui n'est pas encore sûre d'elle-même et se rue à l'assaut des bonnes places avec l'avidité et la sauvagerie d'un chien affamé ou d'une bête de la jungle. Julien Salembau était le type le plus parfait de cette sorte d'aristocrates. On retrouve ce personnage dans le nouveau roman de M. Plisnier. Il ne s'appelle plus Salembau, mais Annequin, Hervé ou Blaise Annequin. Il a vieilli et perdu quelque peu de sa rudesse et de son appétit. Il exerce la profession d'avocat ou celle de médecin. A 45 ans, il est sur le point d'atteindre le faîte des honneurs et d'occuper le plus haut degré de la hiérarchie des « gens bien », qui s'établissent automatiquement dans chaque ville de province. Dans cette situation « honorable », mais périlleuse, un scandale est particulièrement redouté. Aussi, lorsqu'un frère de l'avocat et du chirurgien, resté à la campagne où il exploite un lopin de terre, tue sa femme qui le supplie de la délivrer d'un mal atroce et incurable, les deux hommes, de même que le curé de la famille, préfèrent que le meurtrier soit déclaré fou et interné quelques mois que jugé publiquement et acquitté. La complaisance des magistrats permet la réalisation facile de ce plan. Noël Annequin, malgré lui, est envoyé dans une maison de santé d'où il sort bientôt pour voyager loin des siens et du pays flamand.

Le présent volume n'est que le premier d'une série de cinq que M. Plisnier fera paraître sous le titre général de *Meurtres* (édit. Corrèa). Il est encore trop tôt pour formuler une impression d'ensemble et je me contenterai de rapporter quelques réflexions suggérées par la lecture du prologue et de quelques chapitres compris en ce premier ouvrage. Tout d'abord, je dois dire que le personnage central, Noël Annequin, me paraît trop compliqué. On sent trop l'auteur l'avoir créé de lui-même. Les autres, au contraire, vivent naturellement, c'est qu'ils existent dans la réalité. Plisnier n'a été que leur photographe. L'habileté du romancier est si grande que ce caractère artificiel du héros ne choque pas, vraiment. Noël Annequin vit aussi bien et aussi paisiblement que ses frères. On l'accepte comme il est, on s'intéresse à lui, on le plaint, on l'aime. Ce n'est donc pas un pantin, mais l'on ne parvient pas à se dissimuler tout à fait qu'il diffère, par son origine, des autres frères. Mais, je le répète, il ne s'agit là que de nuances. Ce qui est peut-être plus grave, c'est que son créateur le présente vers la fin du livre, comme un homme qui a trouvé sa voie et qui s'en émerveille. Or, il nous est dit que Noël Annequin avait, en 1914, écrit des articles pour la *Guerre Sociale* et que dans son village il conseillait aux ouvriers de se syndiquer. Il y avait donc une certaine continuité de pensée dans son cas et Plisnier aurait dû s'en souvenir.

Mais de telles critiques sont faibles quand on songe aux beautés de cette œuvre. Pour ma part, je trouve le prologue admirable. En reconstituant la journée du 20 juin 1914, chaque année,

" Timon "

Revista española de estudios económicos y políticos, portavoz de la emigración ibérica.

En breve aparecerá esta revista de estudios económicos y políticos, autentico portavoz de la emigración española. Un volumen mensual de 160 páginas, en 4º, al precio de 10 francos franceses el número.

Director : D. A. Santillán ; jefe de redacción : Carlos de Barañán, Colaboradores permanentes : Francisco Largo Caballero, Luis Araquistáin, Alvaro de Albornoz, Dionysios, general Asensio, teniente coronel Vicente Guarnier, Rodolfo Llopis.

Un libro mensual para los españoles emigrados y para los amigos de España. Pedidos de ejemplares y solicitud de correspondencias, a Manuel Castro, P. O. Box, 218, Sta. D. New-York, N. Y.

Singulière époque !...
Époque singulière !...
Et, sans en dire davantage, tête baissée, regard vague, épaules courbées, bras ballants, comme harassés par la recherche d'une explication qui se dérobe en dépit de tout effort, les gens répètent :

« Singulière époque !...
« Époque singulière !...
« On n'y comprend rien ! »

A quoi ne comprennent-ils rien ? Que cherchent-ils à s'expliquer ?

Quelle est la devinette, quel est le rébus dont ils poursuivent la solution ?

Ces bougres-là, — et ils sont légion, — au lendemain des élections législatives de 1936 assurant la victoire du Front populaire, au lendemain du formidable mouvement de grève caractérisé par l'occupation des usines, au lendemain de certains avantages arrachés à la classe capitaliste par l'action directe de la classe ouvrière, au lendemain de la prise du pouvoir par Blum et son équipe ministérielle, ces bougres-là, dis-je, ont eu le sentiment (et nombre d'entre eux la conviction) que ce concours de circonstances n'était que le prélude d'une orientation politique et le début d'une organisation économique et sociale entièrement nouvelles.

Ces pauvres types sont bien obligés de constater que, à l'heure actuelle, le mirifique château que leur imagination avait édifié en 1936 s'est effondré, qu'il ne reste rien des espoirs dont leur cœur s'était, alors, empli et que, s'il y a quelque chose de changé, ce changement est opéré dans un sens diamétralement opposé à celui qu'ils avaient prévu et désiré.

C'est pourquoi, ne s'expliquant pas l'écroulement de leurs rêves, je dis bien : « de leurs rêves », ils vont répétant, mal réveillés :

« Singulière époque !...
« Époque singulière !...
« On n'y comprend rien ! »

Nous n'avons pourtant pas épargné les avertissements et les mises en garde à ces naïfs appartenant à l'obédience socialiste, communiste ou cégétiste.

la tribu Annequin se réunit pour rendre hommage à ses morts, Plisnier trouve le moyen de décrire tous les membres de cette famille. Et rien n'est mieux observé que les rites et l'ordonnance de la cérémonie. Quelle vérité dans l'accusation que Noël porte contre ses frères ! Ce n'est pas leur père, Dominique Annequin, qu'ils célèbrent, mais eux, leurs succès, leurs titres, leurs honneurs passés, présents et à venir, l'Evangile de la réussite en quelque sorte. Quelle vérité aussi, quel aveu, dans les premiers mots que prononce l'avocat et le médecin lorsqu'ils apprennent le « crime » de Noël : « Nous sommes coulés !... Finis les Annequin !... Ah ! nom de Dieu !... » Et la scène où l'on voit Noël aux prises avec le psychiatre n'est-elle pas magnifique ? Le savant croit que son interlocuteur est fou, mais lui-même présente tous les symptômes du déséquilibre mental ; manies, obsessions, etc. Une autre scène encore me semble d'une qualité exceptionnelle, celle qui représente le doux meurtrier dans la maison des fous et gubettant sur lui-même l'approche de la folie, tremblant de se sentir pareil aux autres pensionnaires du docteur Le Gossec, car aucun d'eux-ci ne dédire et leur démenace est à peine visible. Leur raison n'a survécu qu'un léger décalage. Et Noël se demande à son être ne porte pas lui aussi cette fleur qui s'agrandira jusqu'à devenir une plaie béante, une horrible fiascô où se ruent les fantômes.

On éprouve une sorte d'envoûtement à lire du Plisnier. Est-ce l'emploi fréquent de ce *ah !* pour à tour angossé, passionné, douloureux ou admiratif qu'il est à l'origine de ce charme ? Ou autre chose encore, plus difficile à définir ?

JEAN REMY.

Une lettre
d'Andrée Violis...

Mon cher confrère,
C'est aujourd'hui seulement que je vois votre compte rendu sur Notre Tunisie. Je dois en conclure ceci : ou bien vous n'avez pas lu mon livre, ou bien vous êtes de mauvaise foi.

La première hypothèse me paraît plus vraisemblable. Car voici ce que je lis dans votre prose : « Un ami l'avait pourtant prévenue à son arrivée. Rappeler-vous, lui disait-il, que plus d'un million d'entre les Tunisiens ne mangent pas à leur faim, la moitié de la population ! Elle ne s'en est guère souvenue ! »

Inouï ! Veuillez ouvrir Notre Tunisie à la page 22, fin du premier chapitre. Voyez lisez-vous ? « Je vous ai indiqué les principaux éléments du problème. Il en est un qui manque pourtant, le plus important : la misère des paysans. Rappeler-vous que plus d'un million de Tunisiens ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de la population. » Qu'en dites-vous ?

Dans le chapitre « Sur la route de Béja », plusieurs pages sont consacrées à la misère des paysans : « Cette silhouette détrempée d'être qui n'ont jamais mangé à leur faim, etc. »

Plusieurs chapitres, à la fin, sont uniquement consacrés à ce problème. Et de même dans le chapitre des Conclusions tout un paragraphe, le plus long, commence ainsi : « Comment résoudre l'autre problème crucial, le chômage croissant dans l'artisanat, la misère du fellah ? » Suivent les divers moyens d'y remédier.

Si vous avez une certaine conscience, vous ne pouvez pas, je l'espère, que donner actuellement l'indépendance à la Tunisie sans lui donner la primauté de la misère ? Vous n'ignorez point, je pense, que les plus impitoyables parmi les propriétaires et les patrons sont les indigènes.

Et si j'ai blâmé « l'impudence d'André Bourguiba, ses attaques exagérées, etc. », c'est que des troubles en Tunisie ne seraient actuellement qu'à faire le jeu de l'Italie et que le sergent indigène sous les drapeaux totalitaires serait infiniment plus cruel qu'avec les méthodes françaises — dont je n'oublie nullement les lacunes et les tares. Cela non plus vous ne pouvez l'ignorer.

C'est n'est pas moi qui ai changé, mon cher confrère, ce sont les événements ou plutôt c'est la situation internationale.

Mais cela est une autre histoire. Tenons-nous-en à ce fait : vous me reprochez « d'avoir étudié (avec descléris) le principal sujet de mécontentement des indigènes : la misère ».

Je vous réponds : Vous n'avez pas lu mon livre, car cette misère est restée, d'un bout à l'autre, mon principal souci. Et la phrase même

Pour que vive
le "Libertaire"

Sommes reçues du 15 juin au 15 juillet 1939

Henriette Royo, 20 fr. ; Ander, 10 fr. ; Eyche-
ne, 10 fr. ; le testament d'un vieux mitron, 5 fr. ;
Bayard, 15 fr. ; Mallin, 25 fr. ; Mabire, 6 fr. ;
H. Cadéant, 2 fr. ; Barbel, 12 fr. ;
Anonyme, 2 fr. 50 ; J. Remy, 20 fr. ; Daffère,
6 fr. ; Orlandi N. Tournai, 10 fr. ; Letellier, 5
francs ; Lejeune, 5 fr. ; François, 5 fr. ; Schie-
mer, 3 fr. 75 ; Boudet, 10 fr. ;
Anonyme, 15 fr. ; Lefrançois, 12 fr. ; Liste de
souscription Colombes, 140 fr. ; Chaullier Cade-
nat 22 fr. ; Rudelle, 5 fr. 15 ; Dubreuil, 1 fr. ;
Peestang, 2 fr. ; Barton, 7 fr. ; A. Châtellier,
6 fr. ; Groupe d'Argenteuil, 50 fr. ; Thikan, 5
francs ; L. Jourdan, 6 fr. ;
Timonier, 2 fr. ; Pluchart, 1 fr. ; Faisy Anchel,
5 fr. ; L. Brunel, 22 fr. ; Barichard, 4 fr. 50 ;
A. Gilbert, 10 fr. ; J. Blanchon, 5 fr. ; Charre-
lier, 2 fr. ; Paclot, 12 fr. ;
Nolen, 2 fr. ; Alexandre, 100 fr. ; Taran, 10 fr. ;
G. Auzou, 5 fr. ; Logé, 5 fr. 25 ; A. Faucier,
10 fr. ; Feugerat, 2 fr. ; Remy, 5 fr. ; Marteau,
5 fr. 40 ; A. Mercier, 25 fr. ; Tavenot, 2 fr. ;
Davico, 6 fr. ; G. Hillon, 10 fr. ; Riou René, 10
francs ; Goupil, 3 fr. ; Jean Dorey, 10 fr. ; Pour
le « Lib. », 10 fr. ; Bourcier, 5 fr. ; Pour le
« Lib. », 1 fr. 30 ; Un sale étranger (versé par
Ringass), 2 fr. ;
Passeon, 11 fr. ; Bethiel, 10 fr. ; Bernichon,
7 fr. ; J. Cheffer, 5 fr. ; Goutier, 2 fr. ; Bou-
karie, 10 fr. ; Froumain, 2 fr. ; Galy Germain, 2
francs ; A. Gunt, 6 fr. ; Collin, 2 fr. ;
Barbé, 6 fr. ; Solier, 5 fr. ; Crozet, 10 fr. ;
Guigou, 25 fr. ; C. Leblanc, 2 fr. ; Le Huiand, 2
francs ; Berger, 15 fr. ; Gollot, 5 fr. ; Marne-
rier, 10 fr. ; Menardeau, 15 fr. ; Mathou, 6 fr. ;
Ravelon, 1 fr. ; Lacroix, 5 fr. ; Fonfrid, 60
francs ; Jean, 5 fr. ; Brunet Paul, 10 fr. ; Le-
corne, 6 fr. ; Un Anonyme, 10 fr. ; Bonceur,
10 fr. ; Brachammer, 15 fr. ; Trachel, 10 fr. ;
Boursaguet, 6 fr. ; Pouget, 6 fr. ; Un non
conformiste, 10 fr. ; Rochais, 1 fr. ; Guérineau,
20 francs. Total de cette liste : 1.103 fr. 85.

que vous mettez dans la bouche d'un ami
(est-ce vous ?) se retrouve mot pour mot au dé-
but de ce bouquin.

Comme je suis très sensible à l'opinion des
lecteurs du Libertaire, je vous prie de bien vou-
loir publier cette rectification dans son prochain
numéro. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée VIOLIS.

...et la réponse
de Jean Remy

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

Andrée Violis m'accuse de n'avoir pas lu son
livre. Avec plus de raison je pourrais, moi, l'accu-
ser de n'avoir pas lu le compte rendu qu'elle m'a
incliné. Car ce qui est « inouï » c'est de m'in-
cliner à croire que plus d'un million de Tunisiens
ne mangent pas à leur faim, plus de la moitié de
la population. Croyez bien, mon cher confrère, à mes
sentiments cordiaux.

J'ai sucé le meilleur lait
à la mamelle libertaire
(Léon Jouhaux au banquet
du Salon Édouard)
Depuis, Jouhaux a compris que
le "meilleur lait"
ne vaut pas un bon fromage.

le libertaire syndicaliste

La première question — pour le peuple — c'est celle de son émancipation économique qui engendre nécessairement, aussitôt et en même temps, son émancipation politique, et bientôt après son émancipation intellectuelle et morale.
BAKOUNINE

Une arme le boycott inopérante :

Dans Syndicats, Pierre Vigne s'élève contre certain slogan d'apparence séduisante et auquel maints camarades attribuent toutes sortes de vertus : il s'agit du boycott économique des pays « totalitaires », et notamment de la suspension des envois de minerais de fer à l'Allemagne. Vigne fait ressortir avec juste raison que cette question des échanges internationaux est très complexe et qu'il faut se méfier de solutions plus sentimentales que sérieuses. Bien entendu, le secrétaire de la Fédération des Travailleurs du sous-sol n'a pas manqué de mettre en avant un argument qui n'est pas sans valeur si on se place, pour l'examiner, du point de vue même de l'auteur de l'article, lequel auteur, il ne faut pas l'oublier, appartient à la tendance dite « réformiste » et a écrit sous l'empire de préoccupations plus ou moins farouchement corporatistes ; dans l'état de marasme et de division où se trouve plongé le mouvement syndical international à l'heure présente, je comprends sans peine la défiance d'un chef syndicaliste à l'endroit d'une mesure dont le résultat le plus clair serait de priver de travail plusieurs dizaines de milliers de ses syndiqués.

Me sera-t-il permis d'examiner ce problème d'un autre point de vue ?

Et tout d'abord, si la France prenait la décision de cesser ses expéditions de minerais de fer à l'Allemagne il lui faudrait renoncer à toute exportation, sinon comment empêcher un autre pays de servir d'intermédiaire et de se faire livrer du minerai pour le réexporter au Reich ? Certains proposeront peut-être de n'échanger qu'avec les nations « démocratiques » appliquant le boycott de concert avec la France. Mais voilà : aucun pays n'a besoin du fer français ; aucun sauf un : l'Allemagne. L'absurde traité de Versailles, monument de lâcheté, de haine et de couardise, œuvre des petits épicier et avortons de la boutique qui conduisirent de si catastrophique manière la politique franco-anglaise et les opérations des armées alliées, le traité de Versailles, dis-je, a stupidement tracé une frontière entre deux régions industrielles qui sont le complément nécessaire l'une de l'autre : le bassin de la Ruhr (charbon) et le bassin lorrain (fer).

AVANT le Congrès National de l'alimentation

Le Congrès de la Fédération de l'Alimentation se tiendra à Nice les lundi 4, mardi 5 et mercredi 6 septembre prochain.

L'ordre du jour portera sur différents points. On examinera, comme à tous les congrès, les rapports moral et financier. Mais le problème le plus important sera la nomination des membres du bureau et de l'exécutif fédéral.

Le bureau existant est placé devant un dilemme : sera-t-il, comme actuellement (à la suite du décès d'Antoinette Gilles) composé de cinq membres ou s'en adjointra-t-il un sixième ?

Les congressistes devront tenir compte que l'état de la caisse fédérale n'autorise aucune dépense superflue.

Du reste, je ne suis pas seul à penser ainsi. Voici une proposition émanant du Syndicat des Ouvriers Menuisiers de Bordeaux, qu'on trouve dans le rapport édité par la Fédération, page 87 : « Étant donné la réduction importante du nombre des syndicats et des effectifs de la Fédération, le syndicat propose que le nombre des secrétaires fédéraux soit réduit à six et le nombre des secrétaires permanents à cinq. »

D'autre part, le Syndicat des Abattoirs à l'exemple de certains syndicats, a désigné, pour aller à Nice, Georges Beaugrand. Beaugrand est un ancien ouvrier des abattoirs de la Villette. Depuis 1932 il n'y travaille plus. Aujourd'hui c'est un homme politique, attaché au parti communiste et représentant ce parti. Peut-il accomplir une fonction syndicale ? Nous ne le pensons pas et nous sommes même décidés à nous y opposer.

Il ne manque pas, cependant, de camarades capables d'assumer ces responsabilités que l'on s'obstine, au mépris de l'indépendance traditionnelle du syndicalisme, à confier à des politiciens.

Un des membres de l'exécutif fédéral est un nommé Messier, lui aussi ancien ouvrier des abattoirs de la Villette.

Messier est rédacteur à l'« Humanité » depuis 1937, sa place est donc au Syndicat de sa nouvelle corporation et non dans l'alimentation.

Je sais que ces remarques ne seront pas du goût de bon nombre de syndiqués qui ne manqueront pas de crier à la division.

Que ces camarades réfléchissent avant de hurler quand on leur ordonne et qu'ils constatent que nous ne disons ici que la vérité.

Les diviseurs ne sont pas du côté de ceux qui réclament la liberté d'expression dans les syndicats.

L'unité réelle de la classe ouvrière ne peut se réaliser qu'au sein d'organisations indépendantes des partis et des gouvernements.

Les agents de ceux-ci et de ceux-là ne sont pas qualifiés pour représenter le mouvement ouvrier.

Une seule volonté doit dominer les délégués au congrès de l'Alimentation : « Rendre la C.G.T. aux syndicalistes ».

Un syndicaliste des abattoirs de la Villette,

Avant la guerre, la France, malgré son empire colonial était insensiblement descendue au rang de puissance de seconde zone, car c'est la possession du charbon qui seule peut assurer la prépondérance d'une nation capitaliste. Assez riche en fer mais pauvre en houille, la France valait surtout par la technique de ses ouvriers et le renom de ses industries, mais elle restait tributaire des autres pays pour une bonne partie de son charbon. Or, la prétendue victoire de 1919, si incroyable que cela puisse paraître, a aggravé l'infériorité économique de la France. En effet, par leur incommensurable bêtise, les auteurs du traité ont attribué à la France la totalité du bassin lorrain, mais sans lui donner les charbonnages qui lui eussent été nécessaires pour transformer son fer en acier, si bien qu'aujourd'hui, aussi incapable qu'avant 1914 de traiter avec son charbon à elle le fer de ses mines, elle se trouve devant une masse de minerais considérablement accrue dont elle n'a que faire, et ravivée au rang des pays dits colonies ou semi-colonies : Espagne, Afrique du Nord, etc., dont la fonction est d'exporter leurs matières premières vers les pays hautement industrialisés, les pays du charbon, et d'en importer des objets manufacturés.

Eh bien ! messieurs les patriotes et nationalistes de tout poil, il est beau le résultat de votre « victoire » ! Trop lâches et pas du tout sûrs de la légitimité de votre prétendue guerre du droit, vous avez, en traçant une frontière entre le fer et le charbon, préparé aux générations futures un sinistre héritage de haine, de conflits et de guerres. Puisque vous entendiez garder pour vous le bassin lorrain, la logique eût voulu que cette annexion se complétât de celle du bassin de la Ruhr, mais pour cela il vous aurait fallu posséder ce que vous n'avez jamais eu : le courage. Parbleu ! les Allemands ne sont pas des Annamites ni des Malgaches !

Votre ferraille, personne n'en veut, sauf l'Allemagne. Il faut bien vous résigner à la vendre à votre seul client.

Puisque ce fer est invendable hors du marché allemand le boycott aurait donc pour résultat inévitable l'aggravation du chômage et du déséquilibre économique, dont les prolétaires font seuls les frais. Les travailleurs ont été assez dupes jusqu'ici. Entrer dans le jeu des chancelleries serait une duperie de plus, dont ils n'ont vraiment pas besoin.

Qu'ils se pénètrent plutôt de cette vérité : le problème est insoluble en régime capitaliste ! Quant au boycott : que messieurs les Russes tirent les premiers !

Marcel GUENNEC.

LE COIN DES CHOMEURS

14

JUILLET

Comme c'est de rigueur on a bien dansé sur les places et dans les rues en souvenir du 14 juillet et de la prise de la Bastille.

Je veux parler de celle qui s'élevait à l'endroit où est la place qui porte son nom et non de celles — et elles sont nombreuses — qui la remplacent dans tout le pays.

De celles-là on évite de parler ; il ne faut pas troubler la fête. D'ailleurs ce n'est pas la même chose puisque leur frontispice porte l'inscription émanant de la révolution que l'on fête chaque année : « Liberté. Égalité. Fraternité ».

Nous avons la liberté de crever de faim et de ne pas trop nous plaindre du régime qui nous impose cette situation.

Nous avons la liberté de subir en silence la dictature daladériste du gouvernement du même nom sous peine d'aller en vacances non payées pour un temps plus ou moins long dans l'une des Bastilles modernes citées plus haut.

Quant à l'égalité, je ne demande tous les jours comment il est possible de la mesurer : en longueur, en largeur, en hauteur, en superficie ou en cube ; tous les jours la difficulté devient plus grande, aussi je préfère abandonner mes recherches.

Pour la fraternité c'est autre chose. Celle-ci s'exerce avec exagération dans tous les pays du monde.

C'est aussi au nom de la Fraternité que le capitalisme exploite et crée le chômage. C'est au nom de cette même fraternité que l'on met les familles de chômeurs à la rue.

C'est au nom de cette même fraternité que l'on traque les étrangers antifascistes, qu'on les emprisonne ou qu'on les laisse mourir lentement dans des camps de concentration infects.

C'est au nom de la fraternité que l'on emprisonne ceux parmi nous qui osent élever la voix ou écrire contre tout ce qui est contraire à ces trois mots : Liberté. Égalité. Fraternité.

Il y a certainement des chômeurs qui ont dansé comme les autres puisque ça ne coûtait rien autre que l'usure des chaussures — encore faut-il en avoir — mais faut-il les incriminer ?

Ils ont pu pour un instant oublier leur misère. Ils ont pu peut-être même avoir eu un moment d'espoir en la révolution libératrice. Ils pensent même espérer en un avenir où ces trois mots : Liberté. Égalité. Fraternité, ne seront plus séparés par des points, mais deviendront la réalité pure et simple, c'est pour cet avenir que nous risquons notre propre liberté par la propagande.

FRANÇOIS ROSE.

Résistance à la guerre au Congrès du Livre

Nous ne partageons pas ici — tant s'en faut — la conception syndicale du secrétaire de la Fédération du Livre. Nous sommes convaincus de l'efficacité du syndicalisme révolutionnaire et nous ne sommes pas encore disposés à nous laisser séduire par le « planisme » et la « collaboration des classes » des stratégies réformistes.

Pourtant, au moment où se déroule, à Clermont-Ferrand, le congrès du Livre, qu'il nous soit permis d'applaudir à la déclaration nette que fit Lichon au cours des débats de la seconde journée.

— Nous croyons, a-t-il dit, que le syndicalisme doit considérer que ce n'est pas par la guerre que nous rendons la liberté à ceux qui l'ont perdue. Nous devons donc être pacifistes, car nous ne croyons pas à la vertu de la guerre. Mais si la guerre survient, nous ne voudrions pas qu'on puisse s'appuyer d'une manière quelconque sur l'organisation syndicale. La guerre est en dehors de sa compétence. Elle n'a ni à la décréter, ni à la diriger, mais à la combattre.

Nous pensons qu'ainsi, le problème est clairement posé et qu'il est infiniment déplorable que, parmi les vieux syndicalistes, il s'en trouve si peu pour apporter leur protestation contre la politique de guerre menée par la majorité du bureau confédéral et des bureaux fédéraux.

Autant que nous puissions déplorer la lamentable politique des réformistes au sein de la C.G.T., nous ne pouvons que nous associer aux paroles de ceux qui, à la tribune d'un congrès, rappellent — en ces temps où le chauvinisme fait des ravages dans les rangs prolétaires — que la C.G.T. n'a pas été faite pour déclencher la guerre.

Et nous persistons à croire que, sur ce terrain, l'union de tous les syndicalistes, au-dessus des conceptions particulières de la lutte, est une condition indispensable de la victoire sur les chiens de guerre à la solde des gouvernements.

RINGEAS.

APRÈS LE COMITÉ CONFÉDÉRAL

Pas de plan réduit ou non : La LUTTE

C'est une fâcheuse manie, chez nos dirigeants syndicaux, de régler surtout sur le papier les questions ouvrières et d'essayer de montrer que juristes et des légistes que des révolutionnaires.

Depuis longtemps déjà, la C.G.T. a son plan. Après l'avoir violemment combattu, les Staliniens de l'ex-C.G.T.U. l'ont accepté d'enthousiasme, à peine remanié, à Toulouse. Et, malgré les déceptions qu'il a apportées, il reste cher au cœur de maints militants depuis le Front populaire. Pourtant, s'il peut plaire à des syndiqués bureaucrates, il ne saurait apporter aucune satisfaction aux véritables syndicalistes. Il n'offre rien de plus aux masses que n'importe quel programme de tribune démagogique en quête d'électeurs. Il permet des collaborations inadmissibles pour des travailleurs et reconnaît des organismes sans valeur pour eux.

Les satisfactions qu'il veut obtenir sont conditionnées au bon vouloir du parlementarisme, et surtout à l'acceptation gouvernementale, qui n'est que le paravent du patronat. Ce plan n'a servi qu'à légitimer les militants et à les détourner, par des réalisations ou factices ou éphémères, de la lutte de classes. Pendant qu'on se préoccupait de la mise en pratique d'une partie bien faible du plan cégétiste, on oubliait les camarades qui, par delà les Pyrénées, voulaient réaliser la transformation sociale par la seule action syndicale qui se puisse concevoir : la Révolution.

La C.G.T. doit bien reconnaître d'ailleurs que ce qui lui reste actuellement des conquêtes de 1936 est maigre. Elle a constaté — et d'autres aussi — une certaine inquiétude et une dépression qui se sont manifestées dans les masses ouvrières. C'est ce que Jouhaux démontre dans l'ouverture du Comité confédéral national réuni le 9 juillet à Paris, après qu'eurent

eu lieu dans chaque département des réunions d'information. Le but du C.C.N. est de remonter un moral assez bas, d'essayer de montrer que l'activité du syndicalisme est toujours agissante et de prendre des résolutions.

Jouhaux proteste contre les décrets-lois qui anéantissent les droits des travailleurs. Il réclame la retraite des vieux et l'égalité dans le sacrifice. Ce qui le choque surtout c'est que l'on néglige la collaboration de la C.G.T. et qu'on ne tienne que très peu compte de ses indications et de ses conseils, qu'on n'applique pas ses directives quant à la réorganisation de la production et de l'économie. Les décrets-lois ont été promulgués sans qu'on ait consulté la C.G.T. et la législation ouvrière a été trahie.

C'est d'ailleurs l'évidence même. Mais enfin qu'espèrent donc d'autres les chefs ouvriers, les réformistes et les « planistes » d'une collaboration avec l'État ? Les conventions signées, établies entre la classe ouvrière et le gouvernement ne pouvaient être qu'un marché de dupes. Entre toutes communautés ce qui régit les rapports en régime capitaliste, ce sont la force et la ruse. On a eu tort d'acclamer en 19, comme une victoire, l'instauration d'une politique sociale basée sur la reconnaissance officielle des organisations ouvrières, sur leur collaboration et leur participation à l'élaboration de régies. Lorsque le patronat a pu, en régime capitaliste, le principe des accords ouvriers, les limites des dégâts en liant les mains des travailleurs par des conventions qui permettent de calmer les impatiens, ça s'est passé ainsi en 19 et encore plus en 36. Ensuite, sous des prétextes divers, union nationale, chute du franc, antifascisme, patrie en danger, on grignote petit à petit les concessions et les ouvriers se retrouvent gros Jean comme devant. Les syndicats n'obtiennent rien des gouvernements et des patrons que par la force. Il faut que le capitalisme soit effrayé et affolé pour qu'il respecte la collaboration que bien gentiment lui offrent les travailleurs. Mais alors quand les masses ouvrières possèdent la puissance, pourquoi s'arrêter à des règlements, à des droits, à l'établissement d'un code, pourquoi ne pas pousser l'ennemi hors de ses tranchées, pourquoi ne pas lui arracher non pas des concessions plus ou moins éphémères, mais des réalités durables, pourquoi ne pas le balayer définitivement ? En un mot pourquoi ne pas agir en révolutionnaires plutôt qu'en « chicaniers » et en bavards ?

Et malgré cette constatation que Jouhaux fait de l'échec de la politique de collaboration c'est toujours le « plan » qui continue, un plan réduit d'ailleurs au minimum avec des revendications bien gentilles. On propose au gouvernement : le contrôle des changes, l'organisation du crédit, le contrôle des prix et des grands travaux. Ces propositions, en accord avec l'esprit du Plan, ô combien édulcoré, ne sont d'ailleurs même pas présentées comme des revendications ouvrières mais comme des moyens de rétablir l'économie nationale, de relever la puissance productive du pays, de défendre la paix par le moyen d'une France forte et unie. Que nous sommes loin d'une politique strictement ouvrière qui ferait passer les droits de classe sur ceux de la patrie. Voilà ce que propose Jouhaux après avoir constaté la mauvaise foi patronale et gouvernementale, les bénéfices de ceux qui travaillent la patrie de la guerre et les exactions dont ils sont cause : une collaboration soumise de la C.G.T. aux destinées du pays si on veut bien prendre en considération une toute petite partie de son Plan.

Il est probable que certains camarades ont été surpris de tant de mansuétude en face de la désinvolture avec laquelle le gouvernement et le capitalisme (le gouvernement capitaliste) traitent le bien-être et la liberté des ouvriers. Avec une telle politique, la C.G.T. somme de plus en plus dans l'impuissance et la veulerie. Elle est prête à toutes les acceptations. Sans vouloir faire de Dumoulin un prophète, il faut reconnaître qu'il avait vu juste lorsque quelques jours avant le C.C.N. il prévoyait dans « Syndicats » l'annihilation du « Plan annulé » de la C.G.T. Dans son article il jugeait, avec raison, beaucoup trop modestes les revendications contenues dans le « Plan de la C.G.T. pour la sécurité du Pays ». Surtout il dénonçait l'ironie qu'il y a à demander en même temps « les mitraillettes et les bombes-fonaines ». Une politique sociale humaine, le triomphe des droits ouvriers les plus élémentaires lui semblaient impossibles avec un gouvernement Daladier-Reynaud. C'est le point de vue qu'il devait exposer ensuite au C.C.N. sans d'ailleurs influencer d'une façon concrète les délégués présents.

Si Dumoulin et ses amis représentent actuellement une tendance plus purement ouvrière, plus indépendante, plus sympathique que celles de beaucoup d'autres, il n'en reste pas moins vrai qu'eux aussi ont toujours foi dans le réformisme et le planisme et qu'ils sont prêts à collaborer demain avec un nouveau gouvernement populaire, un nouveau gouvernement, avec « la partie du patronat qui ne veut d'agression ni fascisme ». Ils accepteraient l'accord et la participation avec ceux qui leur cacheraient mieux leurs visées capitalistes, impérialistes et bellicistes, mais seraient-ce beaucoup mieux ? Ils trouveraient bientôt là encore d'amères déceptions.

Il n'est point de grâce à espérer de l'État, il n'y a pas de collaboration possible avec lui. La nation, le gouvernement et le capitalisme ne sont qu'un même ennemi aux formes multiples de la classe ouvrière. Il n'est point de composition entre ces deux forces ; entre elles la lutte seule est possible. Elle doit se poursuivre jusqu'à la victoire prolétarienne sans considération de patrie, d'intérêt national ou autre. Il n'y a pas d'ennemi commun contre lequel il faille s'unir, la classe ouvrière d'un pays peut avoir un ennemi intérieur et ennemi extérieur, elle ne peut être l'alliée d'aucun d'eux. Si un plan doit exister, ce doit être un plan d'attaque et de défense, mais non pas un plan de collaboration.

M. TIDONE.

Repenser le syndicalisme

Trois « tensions internationales », la défaite syndicale du 30 novembre, la destruction progressive des libertés et des conquêtes ouvrières, et, demain la dictature officielle, voilà ce que le Rassemblement Populaire a donné au peuple : voilà le bilan de la C. G. T.

A cela, il faut ajouter la colonisation des syndicats par les partis politiques, cette syphilis qui ronge le syndicalisme.

Nous ne citerons pas des exemples de colonisation, ce travail a été fait et bien fait.

Ce qui nous intéresse, ce sont les raisons qui ont provoqué l'adhésion de la C. G. T. au Rassemblement Populaire, d'une part, et, d'autre part, la colonisation de la Centrale syndicale, par les partis politiques de gauche.

Ces raisons nous les voyons dans : l'idée propagée par les partis que le syndicalisme ne se suffit pas à lui-même.

D'après eux, le syndicalisme expression économique des revendications des travailleurs dans le monde du travail, doit faire traduire ses doléances par le parlementarisme ;

Dans le sentiment qu'ont les partis de leur caractère artificiel par rapport au syndicalisme, organisation naturelle des travailleurs dans les cadres du travail, d'où le besoin qu'éprouvent les partis et notamment le Parti communiste de se glisser dans les organisations syndicales et de les régenter ;

Dans l'esprit politicien de la plupart des permanents syndicaux.

Les faits, les déconvenues, les brimades, ont appris aux syndicalistes, aux syndiqués même, qu'il ne fallait pas renouveler une expérience de Rassemblement Populaire. Ils sentent que les partis politiques sont, pour raison physiologique, les ennemis du syndicalisme. D'où l'idée qui se fait jour de plus en plus, d'un Rassemblement antifasciste, sur le plan syndical, Rassemblement des ouvriers, des paysans, des petites classes moyennes si longtemps divisés par les partis et aussi par un syndicalisme uniquement citadin.

Repenser le syndicalisme c'est, à en juger l'ensemble des courants d'opinion du monde

syndical, réaffirmer l'indépendance de la C. G. T. à l'égard des partis politiques et des gouvernements ; c'est du point de vue de ce principe revenir à la Charte d'Amiens.

Mais cette fraternité de formule permet-elle de conclure à l'identité du syndicalisme d'avant guerre et du syndicalisme repensé ?

Le syndicalisme d'avant 1914 se caractérisait par son énergique lutte de classes, son action directe, son irréductible opposition à la guerre. Lutte de classes ? La C. G. T. d'alors était numériquement bien plus faible que celle d'aujourd'hui. Longtemps elle fut spécifiquement ouvrière. Les employés de l'État et des collectivités publiques ne se groupèrent qu'à partir de 1907. Et ces ouvriers réunis commençaient à travailler pénible et faiblement rémunéré permettaient aux patrons des machines et des locaux de jouir largement de la vie.

La coupure était nette entre les possédants et les salariés — aucune solidarité n'était possible entre les deux classes. Si l'ère de l'artisanat et du compagnonnage avait favorisé la confusion de 1789, l'homme-machine, l'homme-numéro ne pouvait pas prétendre serrer la main de la personnalité qui donnait son nom à une usine, à une vaste caserne d'hommes-producteurs. Les ouvriers d'alors ayant compris que les possédants avaient toujours usé de la force pour sauvegarder leurs privilèges, voulaient à leur tour être forts pour se défendre d'abord, pour attaquer ensuite et abattre l'odieuse régime de l'exploitation humaine.

Ces mêmes ouvriers, ayant compris aussi que l'État est la chose des privilégiés, que le pouvoir politique est la force de l'hégémonie économique, se refusèrent à accorder le moindre crédit aux institutions existantes, au suffrage universel, au parlementarisme.

Ils quittèrent le plan politique, ils écartèrent toute collaboration qui pouvait fortifier le privilège et ils se placèrent sur le plan du travail, dans le cadre de leurs organisations naturelles : les syndicats.

DELACARGE.

(A suivre.)